

Communiqué APHEC du lundi 6 mars 2023

Point de situation et appel à l'action

le jeudi 16 mars 2023

L'APHEC fait état de sa perplexité et de sa profonde inquiétude face à l'acharnement du gouvernement à imposer contre l'avis des professeurs une réforme des classes préparatoires économiques et commerciales ECG. Nos efforts constants pour commenter, argumenter, évaluer et faire des contre-propositions acceptables restent lettre morte. Nous n'avons même pas reçu de la tutelle d'accusé de réception à notre dernier envoi.

L'APHEC a pourtant mis tout en œuvre pour éclairer les opérateurs de ce projet de réforme sur les effets délétères qui s'ensuivraient en termes de perte de visibilité et d'attractivité, ce qui mènerait à une prompte et irréversible dégradation et même disparition de la filière à court terme.

Le sondage de nos adhérents, les nombreux soutiens reçus d'associations de spécialistes, de l'ensemble des syndicats et aussi des anciens étudiantes et étudiants d'ECG — via un sondage encore en cours, mais dont la tendance est déjà très nette — vont dans le même sens : celui d'un rejet massif du scénario qui a la corde au point d'être présenté au COPIL du 16 février par la tutelle comme « le scénario retenu », fermant la porte à toute concertation.

Ce scénario prévoit d'accueillir dans une même classe d'ECG des étudiants n'ayant pas eu du tout le même cursus en mathématiques, et donc pas du tout le même niveau initial. Ceci risque de dissuader aussi bien les plus forts, qui se diront à juste titre qu'ils risquent de s'ennuyer, quel que soit par ailleurs le degré d'exigence de l'option complémentaire en mathématiques, que les plus faibles, qui se diront avec découragement que la concurrence est d'emblée trop rude. Le résultat sera une désaffection vis-à-vis des mathématiques, donc de la filière, et une baisse de niveau alors même que le gouvernement affiche sa volonté de revaloriser cette discipline.

Ce scénario, s'il était adopté, créerait des suppressions d'heures et de postes, essentiellement en mathématiques, et aussi en lettres et philosophie, ce qui détruirait l'équilibre qui fait jusqu'à présent le succès de la filière auprès des écoles de management et à l'international.

Ce scénario est dangereux et irréaliste par les choix idéologiques qui amèneraient à introduire

- Un enseignement de développement durable hors sol, car séparé des disciplines qui éviteraient d'en faire un gadget descriptif, la géopolitique, l'économie et la culture générale qui l'incluent déjà dans leurs programmes ;

- Un inutile et décrié TIPE, qui serait impossible à évaluer au concours à l'ère de Chat GPT ou d'autres plateformes d'intelligence artificielle et ferait de la seconde année une course contre la montre, un marathon épuisant alors même que les lycéens sont déjà souvent inquiets du rythme élevé de travail en CPGE ;
- Une baisse sensible du revenu de nombreux professeurs à l'heure où, pourtant, le gouvernement fait de la revalorisation du pouvoir d'achat des professeurs une priorité nationale.

Ce scénario doit être repoussé, nos arguments n'ayant pas été entendus.

C'est pourquoi l'APHEC appelle les collègues à faire du 16 mars 2023, date du prochain et dernier COPIL où un arbitrage nous sera signifié sans qu'un authentique dialogue de bonne volonté ait pu s'installer, une journée de manifestations et d'actions :

- **Rassemblement le plus large des professeurs devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 25 rue de la Montagne Sainte-Geneviève, 75005 Paris, le jeudi 16 mars à 10 h.**
- **Grève des professeurs des CPGE ECG toute la journée du 16 mars 2023.**

L'APHEC appelle également les grandes écoles à rester fidèles à l'esprit du continuum CPGE-GE. Nous leur demandons donc de ne pas soutenir un projet de réforme rejeté par la très forte majorité des professeurs de classes préparatoires ECG et de se prononcer clairement en ce sens.

L'APHEC, forte de ses 1500 adhérents, ne laissera pas aller à son terme un scénario écrit d'avance allant à ce point à l'encontre de l'intérêt de tous. Elle va intensifier les prises de contact avec les parlementaires et les syndicats pour faire obstacle à une décision préjudiciable à tous égards qui aggrave l'existant au lieu de l'améliorer. Nous sommes d'autant plus déterminés que les chiffres qui nous ont été présentés pour étayer le « constat » d'une non-remontée des effectifs sont fortement sujets à caution et actuellement en phase de vérification.

L'APHEC déplore que l'expertise des professeurs de CPGE, recrutés pour le haut niveau de leur enseignement soit à ce point ignorée, ce qui les contraint à se faire entendre autrement pour éviter un arbitrage en faveur d'une réforme délétère.

D'autres actions sont à l'étude pour les prochaines semaines si la volonté de passage en force du gouvernement se confirme.